



## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL MODIFICATIF**

**modifiant l'arrêté préfectoral du 12 octobre 1989 autorisant la SAS SOVAPAAC à exploiter  
une installation classée pour la protection de l'environnement à Saint-Hervé**

Le préfet des Côtes-d'Armor  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** la directive IED n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- Vu** la décision d'exécution n°2023/2749 de la commission du 11 décembre 2023 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les abattoirs et les industries de transformation des sous-produits animaux et/ou des coproduits alimentaires, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment le livre V titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** les articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 du code de l'environnement ;
- Vu** l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 modifié relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Stéphane ROUVÉ, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de Monsieur David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 mai 2023 portant nomination de Madame Emeline BARRIERE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 portant délégation de signature à Monsieur David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 octobre 1989 délivré à l'installation classée SAS SOVAPAAC pour l'exploitation d'un atelier spécialisé dans la manipulation des sous-produits animaux de catégorie 3 après collecte par broyage, concassage, réfrigération et congélation à Saint-Hervé, zone industrielle de la gare d'Uzel ;
- Vu** l'arrêté préfectoral modificatif du 13 juillet 2010 délivré à l'installation classée SAS SOVAPAAC pour l'exploitation d'un atelier spécialisé dans la manipulation des sous-produits animaux de catégorie 3 à Saint-Hervé, zone industrielle de la gare d'Uzel ;
- Vu** la demande de bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 3642-1 datée du 24 janvier 2013 ;
- Vu** le dossier de porter-à-connaissance du 10 juillet 2014, complété le 9 septembre 2014 et le 18 novembre 2014, déposé par la SAS SOVAPAAC concernant la modernisation des installations frigorifiques et le démantèlement d'une tour aéro-réfrigérante sur son site ;
- Vu** la demande de bénéfice des droits acquis déposée le 27 décembre 2021 par SOVAPAAC vis-à-vis de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le dossier de porter-à-connaissance du 27 juin 2023 déposé par la SAS SOVAPAAC concernant le remplacement des tours aéro-réfrigérantes sur son site ;
- Vu** le dossier de porter-à-connaissance du 5 mars 2024 déposé par la SAS SOVAPAAC concernant la mise à jour des rubriques et le bénéfice de l'antériorité ;
- Vu** le complément au dossier apporté par l'exploitant le 11 avril 2024 ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 22 avril 2024 ;
- Vu** l'envoi en recommandé avec accusé de réception des inspecteurs de l'environnement du 25 avril 2024, réceptionné le 29 avril 2024, transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant qui précise qu'un délai de 15 jours lui est laissé pour faire part de ses observations ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications de la nomenclature des installations classées intervenues depuis la parution de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12 octobre 1989, modifié par l'arrêté préfectoral modificatif du 13 juillet 2010, nécessitent une mise à jour des rubriques applicables à l'installation ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de la SAS SOVAPAAC pour son site de Saint-Hervé concerne la mise à jour des rubriques et le bénéfice de l'antériorité (rubriques 3000 et 4000) ;

**CONSIDÉRANT** qu'aucune modification n'est apportée aux installations ;

**CONSIDÉRANT** que la demande n'est pas considérée comme substantielle au sens des articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 du code de l'environnement et n'est pas soumise à évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que cette demande n'entraîne pas de dangers ou inconvénients nouveaux significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations relatives à la rubrique IED des installations ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1 - Exploitant titulaire de l'autorisation**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 1989, modifié le 13 juillet 2010, autorisant la société SOVAPAAC à exploiter, dans la zone industrielle de la gare d'Uzel à Saint-Hervé, une installation spécialisée dans la manipulation des sous-produits animaux de catégorie 3 après collecte par broyage, concassage, réfrigération et congélation, sont complétées et/ou actualisées par les dispositions précisées dans les articles suivants.

### **Article 2 - Nature des installations**

#### **2.1.- Liste des rubriques de la nomenclature des ICPE**

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2010 sont modifiées par les dispositions suivantes :

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

<b>Rubrique ICPE</b>	<b>Désignation des activités</b>	<b>Capacité</b>	<b>Régime</b>
3642-1	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 1. Uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement), avec une capacité de production supérieure à 75 t de produits finis par jour	250 t/j (en pointe)	A
4735-1-a	Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1- Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : a) Supérieure ou égale à 1,5 t	6,083 t	A
2921-1b)	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3000 kW	1 698 kW 1 TAR	DC

A : Autorisation, DC : Déclaration avec contrôle périodique

## 2.2.- Réglementation IED

L'établissement fait partie des établissements dits « IED » car il comprend des activités visées par les dispositions pris en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

Ainsi, en application des articles R. 515-58 et suivants du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont reprises dans le tableau suivant :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite IED	Conclusion sur les meilleures techniques disponibles
Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires 1. Uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement), avec une capacité de production supérieure à 75 t de produits finis par jour	3642	6.4. a)	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles «abattoirs et équarrissage – SA» de février 2024

Conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

### Article 3 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de l'article 1.6 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2010 sont modifiées comme suit :

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive):

Date	Texte
2 février 1998	Arrêté relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation
16 juillet 1997	Arrêté relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
14 décembre 2013	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
4 octobre 2010	Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
17 décembre 2020	Arrêté relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
31 janvier 2008	Arrêté modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
29 septembre 2005	Arrêté ministériel relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
23 janvier 1997	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
30 juin 2023	Arrêté relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement

#### Article 4 - Meilleures techniques disponibles (MTD)

Les prescriptions du chapitre 9.4 – Bilans périodiques de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2010 sont complétées par les prescriptions suivantes :

En application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet des Côtes-d'Armor, les informations mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales.

Conformément à l'article R. 515-72 du code de l'environnement, le dossier de réexamen comporte :

- 1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;
- 2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;

- 3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

## **Article 5 - Dispositions communes**

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire.

Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes-d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection de l'environnement, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## **Article 6 – Autres dispositions**

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2010 demeurent identiques.

## **Article 7 - Affichage et publication**

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint-Hervé pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint-Hervé pendant une durée minimum d'un mois ;
- mise en ligne sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 8 - Délais et voies de recours**

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour ou la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage de la décision en mairie ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **Article 9- Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Saint-Hervé et la directrice départementale par intérim de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté préfectoral, dont une copie est notifiée à la SAS SOVAPAAC pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives, de gendarmerie ou de police.

Saint-Brieuc, le 27 MAI 2024

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



David COCHU

